



Le gaélique entre à la Cour européenne pour un chien

**Guerre des langues
Les juges ne l'avaient
jamais utilisée, mais c'est
l'une des 24 langues
officielles de l'UE. Ce
multilinguisme va-t-il
s'étendre et contrer
l'anglais après le Brexit?**

Ce chien-là a marqué l'Histoire. À cause de lui, la Cour européenne de justice va statuer en gaélique d'Irlande pour la toute première fois depuis l'adhésion de ce pays à l'UE en 1973. En quoi consiste «l'affaire»? Les faits se sont produits il y a cinq ans à Galway. Le vieux *Samhain* étant malade, son maître Peadar Mac Fhlannchadha s'est rendu dans une pharmacie pour acheter un médicament. Et c'est le choc: la notice n'est qu'en anglais, pas un mot en gaélique! Pour le militant du parler irlandais, c'est inadmissible.

Le sexagénaire alerte le gouvernement, brandissant la directive européenne exigeant les deux langues. Sans succès. Outré, il dépose une plainte auprès de la Haute Cour irlandaise. En 2019, la juge Úna Ní Raifeartaigh lui donne raison mais demande - en gaélique! - l'avis de la Cour européenne de justice. Celle-ci peut être appelée à travailler dans les 24 langues officielles de l'UE. Jeudi dernier, c'est donc en irlandais que l'avocat général a donné son opinion préliminaire, en attendant le jugement.

Le déclin face à l'anglais
En Irlande, les défenseurs du gaé-

lique jubilent, eux qui tentent de résister à la domination de l'anglais et au déclin de l'irlandais. Ce n'est la langue maternelle que de 100'000 des 4,5 millions d'habitants. Paradoxalement, les juges de Luxembourg ont été saisis parce que la directive européenne va changer en 2022 et qu'elle n'imposera plus la présence de toutes les langues nationales sur les notices. Mais pour les champions du parler irlandais, l'essentiel était de faire résonner leur identité sur le Vieux-Continent. Certains, comme le député européen Billy Kelleher, rêvent même de voir l'anglais perdre sa position dominante dans les institutions de l'UE, puisque le Royaume-Uni est parti.

Stop au «broken English»!

C'est aussi le souhait de Clément Beaune, ministre français des Affaires européennes. Avec le Brexit, les Vingt-Sept ne devraient plus échanger en «broken English» (anglais approximatif), a-t-il estimé mardi dernier, appelant au multilinguisme: «Reprenons l'habitude de parler nos propres langues!» Il s'est engagé à prendre «des initiatives concrètes» d'ici à janvier prochain, quand l'Hexagone prendra la présidence semestrielle du Conseil de l'Europe. Un appel que d'aucuns jugent intéressé, car même si tous les documents légaux sont traduits en 24 langues, les trois langues de travail de l'UE sont l'anglais, le français et l'allemand...

Mauvais calculs

Utopique, le multilinguisme? Pas forcément, estime le professeur François Grin, qui enseigne l'économie à la Faculté de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève. «On entend souvent dire à tort qu'il est moins coûteux et plus efficace d'utiliser une seule langue. En réalité, beaucoup ne la maîtrisent pas et défendent mal

«Reprenons
l'habitude de
parler nos propres
langues!»

Clément Beaune,
ministre français des Affaires
européennes

leurs intérêts. Avec le Brexit, seul 1% de la population de l'UE a l'anglais pour langue maternelle. C'est la langue étrangère la plus parlée, mais le niveau est insuffisant dans 75% des cas. Tant qu'à investir massivement dans l'apprentissage, il serait plus rentable de choisir l'espéranto, qui est facile! Et si on dit choisir l'anglais parce que c'est la langue du marché, alors mettons-nous vite au mandarin!»

Le multilinguisme, pour autant, n'est pas simple. «À Berne, cela fonctionne avec trois langues. Serait-ce le cas à 15 ou 20 langues? Quand je vais au Parlement européen, je vois bien qu'il n'y a pas suffisamment de bons interprètes dans les 24 langues.» Mais il y a une dimension essentielle qui est en jeu: l'identité. «L'Irlandais qui a porté plainte en gaélique avait très bien compris la notice en anglais. Le problème est ailleurs.»

Andrés Allemand